

P R E F E C T U R E

D E S

A L P E S D E H A U T E - P R O V E N C E

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION  
ET DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIGNE, LE 7 MARS 1989

Bureau de l'Urbanisme,  
de l'Environnement et du Tourisme

MCA.GG

ARRÈTE PREFECTORAL n° 89-110

imposant l'installation de sirène d'alerte  
à l'Usine Sanofi-Chimie de SISTERON.

Le PREFET des ALPES de HAUTE-PROVENCE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée,

VU la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la Forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs et notamment son article 4,

VU la circulaire ministérielle du 4 décembre 1987 relative à la planification de l'organisation des secours en cas d'accident à caractère chimique,

VU le décret n° 88-622 du 6 mai 1988 relatif aux plans d'urgence, pris en application de la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 21 février 1989,

SUR proposition conjointe du Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche et du Directeur Départemental du Service Interministériel des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,

ARRÈTE :

ARTICLE 1er -

La Société SANOFI, route de Gap 04200 SISTERON, soumise à la directive SEVESO, doit mettre en place une ou plusieurs sirènes fixes et les équipements permettant de les déclencher. Ces sirènes sont destinées à alerter le voisinage en cas de danger. Chaque sirène sera actionnée à partir d'une endroit de l'usine bien protégé.

.../...

ARTICLE 2 -

La portée de la sirène qui sera de 2 000 mètres, doit permettre, sous un vent de 4 m/s, d'alerter efficacement les populations concernées, conformément aux distances prévues au plan particulier d'intervention établi pour l'usine. La localisation retenue sera soumise à l'inspection des installations classées et à la Direction Départementale du service interministériel des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile.

ARTICLE 3 -

Une sirène peut être commune aux différentes usines d'un complexe industriel dans la mesure où toutes dispositions sont prises pour respecter l'article 2 ci-dessus et que chaque exploitant puisse utiliser de façon fiable la sirène en cas de besoin.

ARTICLE 4 -

Les sirènes mises en place seront d'un type ayant reçu l'accord de l'inspection des installations classées et de la Direction Départementale du service interministériel des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile. Le signal de vigilance est un signal sonore modulé en fréquence de forme carrée dont la fréquence fondamentale de 2 secondes varie linéairement entre 300 et 600 HZ et décroît systématiquement sans palier. Le signal dure 1 minute et il est répété, après une pause de 5 secondes, au moins 3 fois. Le signal de fin d'alerte sera conforme à celui défini au plan national.

ARTICLE 5 -

Toutes dispositions seront prises pour maintenir les équipements des sirènes en bon état d'entretien et de fonctionnement. Dans tous les cas, les sirènes seront secourues électriquement. Les essais éventuellement nécessaires "en vraie grandeur" seront définis en accord avec l'inspection des installations classées et la Direction Départementale du Service interministériel des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile pour tester le bon fonctionnement et la portée de la sirène.

ARTICLE 6 -

Les sirènes seront mises en place et en état de fonctionner avant le 1er juin 1989.

ARTICLE 7 -

Le Préfet, sur proposition conjointe de l'inspection des installations classées et de la Direction Départementale du service interministériel des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, pourra prolonger les délais visés à l'article 6, sur demande justifiée de l'exploitant (retard indépendant de la volonté pour la mise en place des sirènes).

.../...

ARTICLE 8 -

- M. le Secrétaire Général de la Préfecture des ALPES de HAUTE-PROVENCE,

- M. l'Inspecteur des installations classées,

- M. le Directeur du service interministériel des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le Sous-Préfet de FORCALQUIER,

- M. le Maire de SISTERON,

- M. le Directeur de l'Usine SANOFI-CHIMIE.

Pour Copie Conforme

L'Attaché

Chef de Bureau

Joëlle LIEUTIER



Signé : Bernard LEURQUIN